

France-Besançon: Mail delivery services

OJ S 24/2015 04/02/2015

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Pôle emploi Franche-Comté

Postal address: 2d avenue des Montboucons

Town: Besançon Cedex

Postal code: 25044

Country: France

For the attention of: Estelle Dousset

E-mail: estelle.dousset@pole-emploi.fr

Telephone: +33 381544658

Fax: +33 381403611

Internet address(es):

General address of the contracting authority: <http://www.pole-emploi.e-marchespublics.com>

Address of the buyer profile: <http://www.pole-emploi.e-marchespublics.com>

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.3. Main activity

Other: Emploi

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Marché de prestations ayant pour objet le traitement des courriers internes et externes.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 4: Transport of mail by land [3] and by air

Main site or place of performance: Ensemble région Franche-Comté, 25000 Besançon.

NUTS code FR43 Franche-Comté

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 7, 8, 28 et 29 du décret n° 2005-1742 du 30.12.2005, la présente consultation vise à la conclusion d'un marché de prestations ayant pour objet le traitement des courriers internes et externes (départements 25, 90, 39, 70).

II.1.6. CPV code(s)

64121100 Mail delivery services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for one or more lots

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Le marché est passé pour partie sous la forme d'un marché à prix forfaitaires.

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: Sous réserve des dispositions du contrat relatives à la résiliation, le marché est conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter de la date de sa notification, puis reconductible tacitement 2 fois pour une période de 1 an, soit une durée maximale de 4 ans.

Aux fins de dénonciation, pôle emploi se prononce au moins 3 mois calendaires avant l'échéance de la période en cours du marché en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, pôle emploi est considéré comme ayant décidé la reconduction du marché.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non reconduction du marché.

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 2

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 24 (from the award of the contract)

Information about lots

Lot No: 1

Lot title: Transport, traitements et liaisons du courrier interne et externe

1) Short description

Levée du courrier des boîtes postales ou poste dont dépendent les sites de pôle emploi franche comté et transport du courrier sur les sites concernés, le matin entre 8:30 et 9:45.

Ramassage l'après midi du courrier interne et externe de tous les sites pôle emploi franche-comté, entre 15:00 et 16:30.

— sauf pour le jeudi après-midi où les agences pôle emploi sont fermées: ramassage entre 11:

00 et 12:00,

— sauf pour le vendredi après-midi où l'heure de fermeture est à 16:00: ramassage entre 14:45 et 16:00.

Ces 2 exceptions ne valent pas pour la direction régionale, où la collecte du jeudi après-midi se fera comme les autres jours

Acheminement du courrier externe vers le prestataire du lot n° 2 sur la région Franche-Comté, et colis jusqu'à 5 kg, dont la liste des sites figure en annexe 1. (ce prestataire vous sera indiqué lors de la notification du marché, et son adresse se situera sur la Franche-Comté).

Regroupement, tri et distribution quotidien du courrier interne: navettes journalières du courrier interne entre tous les sites de pôle emploi Franche-Comté, et colis jusqu'à 5 kg.

Globalisation et distribution quotidien du courrier externe.

2) CPV code(s)

64121100 Mail delivery services

3) Quantity or scope

Ensemble région Franche-Comté: départements 25, 90, 39, 70.

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Lot No: 2

Lot title: Affranchissements

1) Short description

Affranchissement aux conditions les plus avantageuses pour pôle emploi Franche-Comté. Acheminement vers les centres de tri postaux de Franche-Comté des courriers affranchis.

2) CPV code(s)

64121100 Mail delivery services

3) Quantity or scope

Ensemble région Franche-Comté: départements 25, 90, 39, 70.

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Marché financé à partir des contributions et subventions mentionnées à l'article L5312-7 du code du travail (hors fonds communautaires) et sur les ressources propres de l'institution.

Paieement dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Prix révisables dans les conditions indiquées au DCE.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un

groupement solidaire. En cas d'attribution du marché à un groupement ayant présenté son offre sous la forme d'un groupement conjoint, la transformation dudit groupement en un groupement solidaire sera toutefois exigée.

Les membres de groupements candidats reconnaissent être informés que, dans tous les cas où ils habilitent le mandataire à les représenter pour la passation du marché, ce mandataire est l'interlocuteur exclusif de pôle emploi tout au long de la procédure, et est notamment l'unique destinataire du courrier informant le groupement du rejet de sa candidature ou offre. Candidature: les candidats reconnaissent être informés que les groupements doivent être constitués au plus tard au jour du dépôt du dossier de candidature. Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat; un même opérateur économique n'est pas non plus autorisé à présenter plusieurs candidatures et offres en qualité de mandataire d'un groupement et de candidat individuel ou de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Une déclaration sur l'honneur relative à la capacité juridique du candidat à accéder à la commande publique, certifiant que le candidat:

- a, au 31.12.2014, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, dans les conditions prévues à l'article 8-4° de l'ordonnance n° 2005-649 du 6.6.2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,
- a, au 31.12.2014, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article I. 2242-5 du code du travail ou a réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de sa candidature cette déclaration doit être complétée par les éléments mentionnés dans la rubrique VI.3 relative aux informations complémentaires.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Une déclaration relative à la capacité financière, indiquant:

- le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le candidat sur chacun des trois derniers exercices disponibles. Dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels dans le cas où le candidat est en redressement judiciaire au sens de l'article I. 631-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les candidats régis pas un droit autre que le droit français, la copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant toute la durée d'exécution du marché, période de reconduction comprise.
- Minimum level(s) of standards possibly required: Cette analyse est effectuée au regard d'un niveau minimum de capacité définis ci-après:

- ne seront pas admises les candidatures des candidats dont le chiffre d'affaires annuel global moyen sur les 3 derniers exercices disponibles communiqués est strictement inférieur à 400 000 EUR.

Dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente dont les documents produits,

par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels n'atteste pas d'une capacité financière supérieure ou égale à ce niveau minimum de capacité.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Déclaration indiquant:

- les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années,
- les principales prestations effectuées au cours des 3 dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Ces références ne font l'objet d'une déclaration du candidat qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits, sauf pour les prestations dont pôle emploi, l'Anpe, l'Unédic ou une Assédic ont été destinataires et pour lesquelles une déclaration est suffisante.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Prix. Weighting 40

2. Développement durable: dont 5 % pour la compréhension des besoins et des enjeux environnementaux, capacités et moyens proposés pour y répondre et dont 5 % pour la compréhension des besoins et des enjeux en termes d'insertion sociale, capacités et moyens proposés pour y répondre. Weighting 10

3. Technique: dont 3 % pour la présentation de l'entreprise ou du groupement et compréhension des besoins et des attentes de pôle emploi relatifs aux prestations, dont 23 % pour les méthodes et processus proposés pour la réalisation des prestations, dont 8 % pour les moyens humains en charge des prestations, dont 8 % pour le dispositif d'encadrement et

de formation des équipes, dont 8 % pour le dispositif de communication, de contrôle et de performance. Weighting 50

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

043.002.14

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 16.3.2015 - 16:00

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

16.3.2015 - 16:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 120 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Persons authorised to be present at the opening of tenders: no

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

VI.3. Additional information

1. La déclaration de la rubrique LII.2.1. Est complétée par la mention suivante:
— n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles I. 1146-1, I. 8221-1, I. 8221-3, I. 8221-5, I. 8231-1, I. 8241-1, I. 8251-1 et I. 8251-2 du code du travail ,
— ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet en application de l'article I. 8272-4 du code du travail,
— n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7,

441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles l2339-2 à l. 2339-4, l. 2339-11-1 à l. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article l. 317-8 du code de la sécurité intérieure,

— ne pas être exclu des marchés publics à titre de peine principale ou complémentaire prononcée en application des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal,

— n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article l. 640-1 du code de commerce ou de faillite personnelle au sens des articles l. 653-1 à l. 653-8 du même code ou procédure équivalente pour les candidats régis par un droit autre que le droit français.

2. Les marchés à bons de commande sont des accords cadre au sens de l'Union européenne.

3. Une visite des sites obligatoires est prévue dans les conditions définies dans le règlement de consultation.

4. En application de l'article 17-IV du décret n° 2005-1742 du 30.12.2005, il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements exigés au stade de la candidature que pôle emploi peut directement obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, s'ils fournissent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace et que l'accès est gratuit.

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 30.1.2015.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: A. Avant la conclusion du contrat, recours sur la base de l'article l551-1 du code de justice administrative et/ou, contre un acte détachable du contrat, de l'article r421-1 du même code dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité de l'acte attaqué, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement de l'article l521-1 du même code.

B. Après la conclusion du contrat:

1°) Recours sur la base de l'article l551-13 du même code dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat.

2°) Recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement précité et/ou d'une demande indemnitaire; en cas de demande indemnitaire, recours administratif préalable auprès du directeur régional aux coordonnées en tête d'avis et recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la décision expresse de rejet ou sans condition de délai (sauf prescription) à défaut.

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

30.1.2015